

Défendre la Suisse

Autor(en): **Tscharner, Bénédict de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): - **(1997)**

Heft 103

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-847833>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Défendre la Suisse

Au moment où la justice française s'apprête à juger Maurice Papon, l'intérêt que porte la France à la Suisse des années de guerre reste relativement limité et dans l'ensemble objectif. Est-il dès lors utile que la Suisse officielle s'emploie à créer un débat en France pour rectifier les contrevérités, combler les lacunes ou nuancer les propos de présentations quelque peu unilatérales, peu nombreuses par ailleurs ?

On peut, certes, regretter qu'une importante chaîne de télévision française se soit contentée de reprendre un reportage de la BBC, reportage fort contestable et contesté au demeurant, au lieu de se pencher elle-même sur le sujet. Les quelques minutes de droit de réponse offertes à un porte-parole du Conseil fédéral après la diffusion du film constituèrent bien sûr un geste appréciable, mais ne parvinrent sans doute pas à corriger le déséquilibre causé par le film.

En France comme ailleurs, ce sont moins les prises de position gouvernementales qui ont de l'impact - encore que je sois reconnaissant au journal *Le Monde* d'avoir accepté de publier en date du 16 juillet 1997 l'article du ministre suisse des affaires étrangères, le Conseiller fédéral Flavio Cotti, sous le titre "La Suisse n'a pas peur d'affronter son passé" - que les témoignages de citoyens suisses ayant personnellement vécu ces événements : des hommes politiques, des académiciens et, puisque tout tourne autour



du rôle des banques, des banquiers. On en a entendu quelques-uns en Suisse ; encore faudrait-il que leur voix se fasse entendre au-delà de nos frontières.

En France aussi, des personnalités pourraient contribuer au débat sur la Suisse des années 39-45 de manière constructive, en faisant part notamment de leur expérience personnelle. Je pense, par exemple, au témoignage apporté par le Général Pierre Guillaud de Bénouville dans son entretien avec Antoine Bosshard au sujet du rôle pivot que la Suisse a joué pour la Résistance française (*Journal de Genève* du 27 octobre 1997). Je suis reconnaissant au Centre de documentation juive contemporaine (17, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004

Paris) de montrer la remarquable exposition sur "Les chemins de passage" et d'organiser un colloque sur "La Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale" prévu pour le début du mois de décembre.

D'autres occasions se présenteront sans doute au cours des mois à venir pour faire découvrir une autre Suisse, notamment dans le contexte de la célébration des 150 ans de la Constitution suisse l'année prochaine et à l'occasion de la visite d'État en Suisse de Monsieur Jacques Chirac, Président de la République.

Ne nous laissons pas obnubiler par le souci de soigner ou d'améliorer ce qu'on appelle l'image de la Suisse.

Plus importantes seront les actions concrètes entreprises en Suisse même, comme les versements du "Fonds en faveur des victimes de l'Holocauste/Shoah dans le besoin", la liquidation des comptes en déshérence ainsi que la publication des rapports de la commission indépendante des historiens.

Seule comptera en définitive la réalité d'une Suisse ouverte, solidaire et capable d'affronter les défis du XXI^{ème} siècle. C'est là que le vrai travail nous attend.

Bénédict de Tscharnier

Ambassadeur de Suisse
en France